

**dfi analyse**  
**Crise de l'Euro – ou de l'Europe ?**  
**Dialogue Franco-allemand à**  
**Otzenhausen – page 1**

**dfi information**  
**Une délégation de hauts fonctionnaires de la République démocratique du Congo à Ludwigsburg pour un séjour d'études – page 4**

**Le manuel franco-allemand en classe : Qui l'utilise ? – page 5**

**Le jumelage des villes de Ludwigsburg et de Montbéliard devient historique – page 5**

**Atelier – Projet « Réconciliation et coopération franco-allemande – Possibilité de transfert à d'autres relations bilatérales » – page 6**

**L'avenir de l'agro-industrie : Colloque franco-allemand à Metz – page 6**

**Mémoire partagée – Première rencontre entre une classe de Mulhouse et un témoin de l'époque – page 7**

**dfi service**  
**Présentation de livre : Hélène Kohl: Une vie de pintade à Berlin – page 7**

**Migration et intégration en France et en Allemagne – une documentation pour la promotion du bilinguisme dans l'enseignement – page 8**

**Participation politique en France – Nouvelle édition d'une documentation de 2004 – page 8**

## Crise de l'Euro – ou de l'Europe ?



(de g. à dr.) Rudolf Schäfer, Président du conseil d'administration de la Fondation Europrofession; Klaus Wiegandt, membre du conseil d'administration de la Fondation Forum für Verantwortung; Klaus-Peter Beck, Président du Conseil d'administration de l'ASKO EUROPA-STIFTUNG; Philippe Cerf, Consul Général de France en Sarre; Stephan Toscani, Ministre de l'Intérieur et des Affaires européennes de la Sarre; Eva Wessela, membre de la direction de l'Académie européenne d'Otzenhausen; Roswitha Jungfleisch, membre de la direction de l'Académie européenne d'Otzenhausen; Stefan Mörsdorf, Directeur de l'ASKO EUROPA-STIFTUNG (Source : Valeri Braun)

### dfi analyse

Les problèmes rencontrés dans la zone euro semblent être sans fin. Pas une semaine ne passe sans une nouvelle vague de spéculations contre la monnaie unique. Ces spéculations sèment le doute sur l'efficacité des réformes décidées ensemble (mécanisme de stabilité européen, pacte de stabilité et de croissance réformé, ...) et mettent en question la capacité des pays en crise à réformer et assainir leurs finances publiques. La querelle d'experts sur les réactions appropriées bat son plein aussi bien sur les solutions techniques comme la restructuration de la dette souveraine, le *hair cut*, l'allongement des crédits, l'abaissement des taux d'intérêts, ou encore le bon sens / l'absurdité des programmes d'austérité exigés par les bailleurs de fond européens que sur les interrogations fondamentales concernant les « défauts de construction » de la monnaie unique. Le ton ne cesse de monter et l'on entend parfois des remarques irréalistes. « Pas de *Transferunion* ! » est ainsi le mot d'ordre allemand actuel – comme s'il n'existait pas depuis longtemps déjà des instruments de solidarité fiscale au sein de l'Union européenne (UE); comme s'il était possible de se protéger entièrement contre les dérives de tel ou tel partenaire au sein de cette zone d'interdépendance accrue qu'est la zone euro; et comme s'il n'était pas dans l'intérêt propre de l'Allemagne d'éviter l'effondrement de l'union monétaire.

### De la crise des dettes à la crise politique

De telles discussions ne sont pas seulement tenues dans des cercles académiques éloignés de la réalité quotidienne. Le plus préoccupant dans tout cela, c'est que ces débats contribuent à développer une perspective de plus en plus nationale, dans un calcul d'intérêts bien compris où l'intérêt national s'oppose forcément à l'intérêt européen et où il est à craindre que l'Europe en paiera la facture. On observe actuellement à travers toute l'Europe une nouvelle forme de « populisme patrimonial » (Dominique Reynié) qui prend pied dans les partis d'extrême droite de tradition ancienne (comme le Front national ou la Lega Nord en Italie). Mais ce populisme patrimonial s'appuie également sur les revendications séparatistes de plus en plus virulentes de certaines régions aisées (comme la Catalogne en Espagne, l'Ecosse en Grande-Bretagne ou encore la Flandre en Belgique). Enfin, en touchant à la corde sensible de la « défense des intérêts nationaux », ce phénomène se fraye un chemin jusqu'au centre du spectre politique des pays fondateurs de l'UE (comme si un Helmut Kohl ou un François Mitterrand n'auraient pas défendu leurs intérêts nationaux !).

La Finlande est un des pays les plus riches de l'Union et le taux de chômage y avoisine la

*Lire la suite à la page 2*

*Suite de la page 1*

moyenne de l'UE. Lors des élections du 16 avril 2011, la population finlandaise, pourtant très bien informée et jusqu'alors pas connue pour son euroscepticisme, a massivement voté pour le parti des « Vrais Finlandais » (19 % des votes). Dernier maillon de la chaîne populiste, ce parti est farouchement opposé aux plans de sauvetage de l'euro, veut durcir la politique d'immigration et prône l'interdiction de l'avortement et du mariage homosexuel.

Aussi différents soient-ils, tous ces exemples partagent deux composantes, lesquelles sont caractéristiques de ce « nouveau populisme ». On retrouve d'une part un argument matériel recouvert d'un vernis « économique » visant la défense de son propre patrimoine matériel au détriment des exigences de solidarité envers « les autres ». Mais qui désigne-t-on sous l'appellation des « autres » ? C'est à ce niveau là que s'articule la seconde caractéristique du nouveau populisme, qui, par sa force de destruction, peut mettre l'intégration européenne en danger. Les mouvements populistes se réclament toujours d'un collectif dont les particularités culturelles et



(de g. à dr.) Klaus-Peter Beck, Président du Conseil d'administration de l'ASKO EUROPA-STIFTUNG ; Georg Walter, Responsable des relations franco-allemandes à l'ASKO EUROPA-STIFTUNG ; Dr. Jürgen Albers, Radio-télévision sarroise, Sarrebruck (Source : Valeri Braun)

identitaires sont régulièrement perçues comme étant menacées et devant être défendues. Les revendications avancées le sont au nom du collectif. On exige ainsi au nom de l'« identité » de ce collectif (région, nation, tribu ou civilisation), que tous ceux qui veulent appartenir au groupe parlent la même langue, se reconnaissent dans la même histoire, appartiennent à la même religion ou même descendent de la même tribu. Le contrat social n'est plus pensé à partir de l'individu et de ses droits inaliénables, mais à partir

du collectif au nom duquel chacun devrait « s'intégrer » tout en passant outre la richesse sociale et la force d'innovation économique découlant de l'échange et de la « confrontation » avec l'étranger.

Mais est-il suffisant de mettre en évidence les limites et l'étroitesse de vues de ce phénomène pour lui ôter son attractivité apparente et ainsi désamorcer la charge explosive qui menace l'Union ?

*Lire la suite à la page 3*

13<sup>ème</sup> Dialogue Franco-allemand, 5 et 6 mai 2011, à l'Académie européenne d'Otzenhausen

## Crise de l'euro et nationalisme en Europe : Est-ce que l'intégration est à bout de souffle ? Réponses allemandes, françaises et polonaises

### Un projet de l'ASKO EUROPE-STIFTUNG

Plus de 150 participants sont venus d'Allemagne, de France, de Pologne et d'ailleurs afin de prendre part à la discussion sur l'avenir de l'Europe qui s'est tenue à l'Académie européenne d'Otzenhausen dans la Sarre. Les questions abordées n'auraient pu être plus actuelles : pouvons-nous partir du principe que l'intégration européenne peut se poursuivre comme par le passé ou est-ce que la crise économique et budgétaire et la multiplication d'attitudes égoïstes ne sont-elles pas l'expression d'une situation de crise beaucoup plus grave au sein de l'UE ? Lors de la table ronde d'ouverture dirigée par le directeur du dfi Frank Baasner, Thomas Hanke (Handelsblatt), Pierre-Alain Muet (Assemblée Nationale) et Andrzej Lisiecki-Zurowski (Représentation permanente de la Pologne auprès de l'UE) ont tracé les contours du débat. Il est ressorti de cette première table ronde que les instruments communautaires de l'UE ne sont pas en mesure de gérer de façon coordonnée les défis immenses soulevés par la crise de l'euro et la dette des Etats. A cela s'ajoutent des mouvements régionalistes ou nationalistes toujours plus forts qui remportent de gros succès électoraux et marquent



13<sup>ème</sup> Dialogue Franco-Allemand à l'Académie européenne d'Otzenhausen (Source : Valeri Braun)

souvent des points en se positionnant contre l'UE actuelle. Devant ce constat, la Pologne offre une lueur d'espoir dans la mesure où ce pays représente de plus en plus un exemple positif au sein des nouveaux Etats membres. Les succès économiques de la Pologne sont considérables et ce pays montre une très forte volonté politique de participer à la construction européenne. Ces trois aspects (crise de l'euro, nationalismes, rôle de la Pologne) ont été développés lors des trois ateliers menés le jeudi après-midi et le vendredi matin. La discussion de clôture a ensuite permis de synthétiser les débats. Deux points ont été particulièrement soulignés : premièrement, les mouvements et partis populistes présents dans de nombreux pays européens ne devraient pas simplement être étiquetés « d'ex-

trême droite » et mis à l'écart, mais devraient être pris au sérieux par les partis établis comme l'expression d'un malaise profond des citoyens. Deuxièmement, la vieille idée d'un ordre fédéral en Europe gagnerait aujourd'hui à être renouvelée et reprécisée, si les pays membres de l'UE veulent maîtriser leurs dettes et pérenniser la monnaie commune. Partenaire du Dialogue Franco-allemand depuis de nombreuses années, le dfi intervient tant au niveau de la conception que du déroulement de cet évènement.

Pour obtenir le programme :

● [www.asko-europa-stiftung.de](http://www.asko-europa-stiftung.de)

Frank Baasner ● [baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)

## La crise monétaire comme crise de la démocratie européenne

La crise monétaire et le « nouveau populisme » sont les deux faces d'une même médaille. C'est pourquoi le problème est en réalité double : D'un côté, la régulation croissante de la gouvernance européenne et internationale a fortement restreint les alternatives politiques qui pourraient être discutées, proposées et mises en œuvre dans l'espace politique national. De l'autre, les instruments et institutions politiques qui permettraient de surmonter la crise par une politique commune véritablement européenne font défaut : le caractère attractif de la pensée populiste s'explique par une lassitude très répandue à l'égard du processus politique, laquelle résulte d'une impression d'absence d'alternatives. Si ce sont toujours les « experts » qui décident en fin de compte; si on ne peut plus discuter ensemble d'alternatives politiques et de leurs conséquences; et si l'absence d'un cadre institutionnel commun empêche la mise en œuvre d'une politique votée par les citoyens, alors le jeu démocratique apparaît superflu. Ce sont précisément ces citoyens désabusés mais qui croient encore à la démocratie et à la compétition politique que racolent les populistes.

Face à une telle situation, les citoyens ne voient qu'une alternative. Voter pour un parti protestataire qui propose de défendre « au nom du peuple » les particularités et la base matérielle d'un groupe constitue un exutoire pour exprimer son mécontentement. Ces électeurs s'intéressent d'abord à leur petit groupe (région, nation) avant de penser au destin de l'Union européenne dans son ensemble. Mais peut-on vraiment leur reprocher cette attitude ?

Quelles solutions pourraient permettre de contenir ces forces centrifuges en répondant aux exigences d'une gouvernance démocratique pas seulement sur le papier mais en rendant aux citoyens le pouvoir de décider sur de vraies alternatives politiques ?

## Sortir de la crise : Elaborer une politique commune

« Nous ne connaissons pas une crise de l'euro mais une crise de l'Union européenne. » Ce jugement sans détour de l'ancien Chancelier Helmut Schmidt (Die ZEIT, 5 mai 2011) renvoie à la nécessité d'aller au-delà des problèmes financiers et budgétaires pour aborder les questions de fond sur la construction européenne. Le dernier Dialogue Franco-allemand à Otzenhausen, portant sur « La crise de l'euro et le nationalisme en Europe » (cf. encadré page 2), a parfaitement illustré la richesse de l'approche visant à dé-



Le public lors du Dialogue Franco-allemand à Otzenhausen (Source : Valeri Braun)

battre des problèmes dans une perspective européenne d'ensemble. Voici quelques conséquences à tirer pour la politique européenne de demain :

*Eriger des tabous ne sert à rien.* La politique allemande au sein de l'Union monétaire (UEM) en est un exemple éloquent : « Pas de gouvernement économique ! » a longtemps été martelé en réponse aux propositions françaises (dont l'inconsistance, soit dit en passant, portait une part de responsabilité). Ce refus catégorique n'a pas forcément servi l'objectif légitime de défendre les positions allemandes fondamentales en matière de politique de stabilité et a conduit l'Allemagne à être sur la défensive. Il est en effet apparu de plus en plus clairement que l'UEM a besoin d'une coordination renforcée des politiques économiques. Angela Merkel a tiré les bonnes conclusions quand elle a accepté un gouvernement économique et est passé à l'offensive en lui donnant un contenu et des objectifs en phase avec les orientations allemandes. La voie est désormais ouverte pour un véritable débat sur les objectifs et les approches communes de la politique économique européenne. Le tabou d'une Union des transferts financiers

(« No bail out ! » ou encore « Keine Transferunion ! »), a lui aussi été rattrapé par la réalité dès le début de la crise grecque. Le gouvernement allemand, en acceptant de participer aux diverses actions de sauvetage financier après avoir énergiquement opposé un refus de principe, a renforcé l'euroscepticisme des citoyens car ces derniers y ont vu un revirement radical. Il aurait été plus judicieux d'adopter une approche pédagogique en expliquant aux citoyens que l'UEM, en apportant des avantages incontestables, comportait également des devoirs ; et qu'en aidant la Grèce on aide aussi l'Allemagne. Par ailleurs, on gagnerait beaucoup à engager un débat de fond sur les conditions, les mécanismes et les limites d'une péréquation financière à l'échelle européenne, ainsi que sur les responsabilités propres et les disciplines budgétaires nationales qui doivent aller de pair avec toute solidarité financière européenne. Il faudrait aussi développer les instruments nécessaires à la mise en œuvre de la politique à l'échelle européenne. Il s'agirait par exemple de définir les compétences essentielles de l'exécutif européen ainsi que les mécanismes de contrôle – tant vertical qu'horizontal – afin d'ouvrir la voie à un

*Lire la suite à la page 4*



Auditeurs du Dialogue Franco-allemand à Otzenhausen (Source : Valeri Braun)

## Une délégation de hauts fonctionnaires de la République démocratique du Congo à Ludwigsburg pour un séjour d'études



Jean Robert Esamba Boloko, Freddy Lusambulu et Henri Alinga Muke en visite au dfi (Source : dfi)

**Beaucoup de pays africains connaissent actuellement une phase de transformations profondes, à la recherche d'une démocratisation et d'une organisation adaptées aux conditions particulières de leur pays.**

C'est particulièrement vrai pour le Congo, où il s'agit de (re)construire un Etat moderne après les guerres sanglantes des années 1990 et 2000. Une des réformes clés est la décentralisation qui a pour objectif de renforcer la diversité

régionale et encourager une plus forte autonomie locale. Pour avancer dans cette voie difficile, les hauts fonctionnaires à la tête du Ministère de la Décentralisation cherchent des sources d'inspiration, des modèles et des conseils. Le fédéralisme allemand se prête tout particulièrement à une analyse comparée.

Henri Alinga Muke, Jean Robert Esamba Boloko et Freddy Lusambulu ont passé près de deux semaines à Ludwigsburg pour se familiariser avec les différents échelons de l'administration, le

fonctionnement de la démocratie en Allemagne et les différentes formes de participation citoyenne. Ils ont débuté leur séjour par une journée d'étude au dfi où ils purent écouter une présentation sur l'organisation de l'Etat allemand et discuter de la mise en contexte du fédéralisme allemand. Ils revinrent au dfi à la fin de leur séjour pour discuter de leurs expériences et synthétiser les nombreuses informations acquises lors d'un débat de clôture.

Frank Baasner ●baasner@dfi.de

### dfi analyse

#### Suite de la page 3

encadrement démocratique de la péréquation financière.

*Nous avons besoin d'un débat de société en Europe.* Les controverses évoquées dans cet article ne sont pas des controverses « franco-allemandes » qui n'engageraient que les gouvernements de ces deux pays. Il s'agit plus fondamentalement d'un débat politique sur le modèle économique et social européen que nous souhaitons, et dont les préférences politiques dépassent les clivages nationaux : quel arbitrage entre libéralisme et régulation, entre concurrence et cohésion sociale, entre stabilité, croissance et développement durable ?

L'approche adoptée pour « résoudre » la crise, à savoir la recherche de compromis entre les pays membres par des négociations intergouvernementales en dehors du cadre des institutions

européennes, montre ses limites. Un tel cadre ne permet pas de mener un vrai débat démocratique et fait prévaloir « la loi du plus fort », ce qui conduit in fine à trouver des compromis sur la base du plus petit dénominateur commun. Ce cadre ne permet ni une gestion véritablement politique ni une réaction européenne forte à la crise de l'UE.

S'ils veulent empêcher les citoyens et les partis politiques de succomber aux chimères populistes ou de se replier dans des forteresses nationales illusoirement lors des prochaines élections, les responsables politiques devront leur offrir de véritables alternatives. Le leadership politique européen auquel prétendent la France et l'Allemagne ne peut se limiter à défendre le statu quo. Ces deux pays doivent au contraire chercher à influencer le processus d'intégration européenne et ne pas se cantonner à une attitude de rejet nationaliste.

D'aucuns objecteront que de telles mesures mèneraient à une politisation nocive du débat européen et risqueraient d'alimenter l'euroscpticisme latent. Mais qui souhaite une Europe démocratique des citoyens doit aussi accepter les controverses et le débat politique. Car ce n'est qu'à partir de ces échanges que s'engage le processus à la fin duquel nous – Européens – prendrons conscience des priorités et des objectifs à atteindre ensemble : la répartition des compétences aux différents échelons politiques (local, régional, national, européen) et le choix des instruments de décision et de contrôle essentiels pour mettre en œuvre une telle politique. Et c'est sur cette base que l'on pourra discuter, à l'occasion d'un débat européen, des formes de solidarité financière et de responsabilités individuelles des pays qu'il serait judicieux d'adopter.

Stefan Seidendorf ●seidendorf@dfi.de

Henrik Uterwedde ●uterwedde@dfi.de

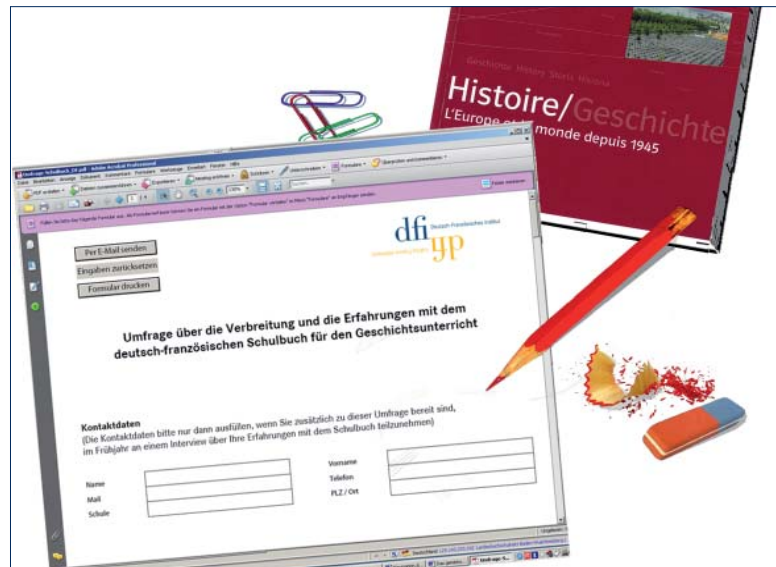
## Le manuel franco-allemand en classe : Qui l'utilise ?

La France et l'Allemagne sont les deux seuls pays à posséder un manuel commun pour l'enseignement de l'histoire. Ce manuel « Geschichte / Histoire » qui existe désormais en trois volumes, en français et en allemand, a été conçu pour l'enseignement de l'histoire au lycée et au second cycle du Gymnasium.

Pour réaliser ce projet décidé à Berlin en 2003 à l'occasion des 40 ans du Traité de l'Elysée, toutes les parties prenantes ont dû sortir des sentiers battus. Les 16 Länder ont ainsi réussi à s'accorder pour la première fois sur un cadre commun pour l'enseignement de l'histoire au second cycle. Le résultat est un manuel qui émet des propositions originales et innovantes.

Après avoir rassemblé les premières expériences sur l'utilisation du manuel en cours d'histoire, on peut se demander si ce programme ambitieux est praticable dans la réalité. Le dfi a développé ces derniers mois un sondage disponible en ligne. Il permettra de déterminer : qui se sert de ce livre et qui ne l'utilise pas ? Quelles sont les raisons de ne pas se servir du manuel ? Quelles expériences et quelles réticences existent parmi les enseignants et les élèves, dans l'administration et parmi les universitaires ?

Le sondage existe en français et en allemand. Il s'adresse à des professeurs qui connaissent – au moins par ouï-dire – le manuel d'histoire. Il importe peu que vous ayez déjà utilisé le manuel en classe. Vous trouverez sur le site internet du



Formulaire de sondage sur le manuel d'histoire franco-allemand (Source : Montage photos dfi)

dfi le lien vous permettant d'accéder au sondage. Ce lien ouvre un formulaire pdf qu'il faut remplir en ligne puis renvoyer soit en cliquant sur le bouton « envoyer » soit en l'attachant en pièce jointe dans un courriel adressé au dfi. Le remplissage du sondage ne vous prendra pas plus de 15 minutes.

☛ Sondage en français (pdf)

☛ Sondage en allemand (pdf)

Le dfi fait appel à votre soutien pour obtenir le plus grand nombre de réponses possibles. Enseignez-vous ? Avez-vous déjà utilisé le livre d'histoire ? Ou bien avez-vous délibérément

choisi de ne pas l'utiliser ? Peut-être connaissez-vous également des professeurs qui pourraient être intéressés par le sondage. Aidez-nous en leur diffusant ce sondage. Plus il y a de participants, plus nous recueillerons de données exploitables et d'informations fiables. Merci d'avance pour votre aide !

Si vous avez des questions concernant le sondage et le projet ou si vous désirez nous faire parvenir des informations supplémentaires sur l'utilisation du manuel en classe, n'hésitez pas à nous contacter par email.

Stefan Seidendorf ☛ seidendorf@dfi.de

## Le jumelage des villes de Ludwigsburg et de Montbéliard devient historique

Depuis plus de 60 ans, Ludwigsburg et Montbéliard coopèrent étroitement. Le premier des jumelages fut non seulement, en 1950, une initiative visionnaire, mais il a également su par la suite vitaliser et moderniser sa coopération par des projets innovants. Après ces 60 ans de « success story » le temps semblait venu d'ériger un monument à ce jumelage. C'est désormais chose faite depuis l'inauguration officielle le 20 mars dernier d'une salle dédiée aux jumelages dans le musée de la ville de Ludwigsburg.

A cette occasion, le maire de Ludwigsburg, Werner Spec, a mis en avant ce que les décennies de coopération ont pu réaliser : un échange régulier au niveau des services, des rencontres entre citoyens, des projets de formation et d'éducation ou encore des projets artistiques et d'aménagement d'espaces botaniques. Le der-



Les villes jumelées à Ludwigsburg (de g. à dr.) : la ville américaine de St. Charles (depuis 1995), la ville française de Montbéliard (depuis 1950), la ville galloise de Caerphilly (depuis 1960) et la ville ukrainienne de Jevpatorija (depuis 1990). (Source : dfi)

nier projet en date concerne la « mobilité électrique », un domaine où les deux villes sont fortement engagées avec leur tissu industriel. Les jumelages franco-allemands sont loin d'être obsolètes, comme l'a souligné le directeur du dfi, Frank Baasner, lors de son allocution ; ils sont

au contraire un élément majeur dans la société européenne moderne en train de se former lentement mais sûrement.

Frank Baasner ☛ baasner@dfi.de

## Atelier : Projet « Réconciliation et coopération franco-allemande – Possibilité de transfert à d'autres relations bilatérales »

Un atelier s'est tenu à la Fondation Genshagen les 16 et 17 mars 2011 dans le cadre du projet « Réconciliation et coopération franco-allemande – Possibilité de transfert à d'autres relations bilatérales », financé par la Fondation Robert Bosch. Ce projet, mené par le dfi en partenariat avec la Fondation Genshagen, vise à disséquer la coopération franco-allemande afin d'étudier la possibilité de transférer cette expérience à d'autres relations bilatérales.

Lors de la réunion a été présenté le modèle de Lily Gardner Feldman (1999) étudiant les relations franco-allemandes, germano-polonaises, germano-tchèques et germano-israéliennes. Ce modèle comprend quatre variables : le rapport à l'histoire, le leadership politique, le contexte international et les institutions. La combinaison de ces quatre variables permet d'analyser et de comparer différents domaines et contextes de coopérations bilatérales. Ce modèle fournit une grille analytique commune aux différentes contributions du projet, ce qui permet non seulement d'éviter l'écueil d'une analyse purement descriptive mais aussi de faire ressortir les similitudes ou particularités entre d'une part les différents domaines étudiés dans la coopération franco-allemande et d'autre part entre les différents contextes examinés : franco-allemand, germano-polonais et germano-tchèque. Les partici-



(de g. à dr.) Frank Baasner, dfi ; Martin Koopmann, Stiftung Genshagen ; Eva Sabine Kuntz, OFAJ  
(Source : Annika Gerdon, dfi)

pants ont ensuite fait le point sur leurs recherches en tentant d'appliquer le modèle de Gardner Feldman.

Le prochain et dernier atelier se tiendra de nouveau à la Fondation Genshagen les 30 et 31 mai 2011 afin de discuter de l'avancée des contributions et des résultats obtenus mais aussi de préparer la conférence finale prévue pour février 2012. A l'issue du projet, un ouvrage succinct sera publié en langue allemande tandis que l'intégralité des contributions sera disponible en ligne en trois langues (allemand, français et anglais).

Clémentine Chaigneau [cchaigneau@dfi.de](mailto:cchaigneau@dfi.de)



(de g. à dr.) Stefan Seidendorf, dfi ; Clémentine Chaigneau, dfi ; Annika Gerdon, dfi ; Frank Baasner, dfi  
(Source : Annika Gerdon, dfi)

## L'avenir de l'agro-industrie : Colloque franco-allemand à Metz

A l'invitation du Conseil général de la Moselle, la 4<sup>ème</sup> édition du colloque franco-allemand sur les « dynamiques industrielles et compétitivité des territoires » s'est tenue les 4 et 5 mai à Metz.

Près de 200 représentants industriels, politiques et scientifiques se sont penchés sur l'avenir de l'industrie et les défis mondiaux en matière d'alimentation, de matières premières et d'énergie : Quelles contraintes, quelles marges de manœuvre, mais aussi quelles opportunités pour nos agro-industries ? Que faire pour rester, ou devenir, compétitifs ? Comment les

économies française et allemande se sont-elles préparées au développement de matières premières et d'énergies renouvelables ? Des représentants du pays invité, les Etats-Unis, ont apporté leurs expériences et leurs visions aux débats. Certaines controverses traversant nos sociétés ont également été abordées comme la question des OGM ou du nucléaire. Le dfi est partenaire de cette série de manifestations sans équivalent (cf. [dfi aktuell n° 1/2010](#))

Pour en savoir plus :  
[www.colloque-industrie.fr](http://www.colloque-industrie.fr)

Henrik Uterwedde  
[uuterwedde@dfi.de](mailto:uuterwedde@dfi.de)



L'ancien Président de l'Assemblée des Départements de France, Philippe Leroy (au centre), est à l'origine de la série de Colloques franco-allemand ; à gauche, Jo Leinen, eurodéputé et à droite, le Président du Sénat français, Gérard Larcher  
(Source : Conseil général de la Moselle)



Le dfi, partenaire de la conférence, était représenté par Henrik Uterwedde

## Mémoire partagée – Première rencontre entre une classe de Mulhouse et un témoin de l'époque

Pendant plus d'un mois, les élèves d'une classe de terminale Abi-bac du Lycée Lambert de Mulhouse ont travaillé sur le thème du discours du Général de Gaulle à Ludwigsburg en 1962 à l'aide d'une valise pédagogique élaborée par l'Institut Franco-Allemand (dfi). La valise contenait des documents originaux en français et en allemand tels que des articles de journaux, une documentation vidéo ainsi que des textes scientifiques.

Pour conclure ce travail, la classe s'est rendue à Ludwigsburg le 6 mai 2011 où elle a été accueillie au dfi. Au cœur de la visite et après le visionnage de la vidéo du discours, se trouvait la rencontre avec Hannelore Braun, qui assista, jeune fille, à la venue du Général à Ludwigsburg. Avec les élèves, elle a partagé ce souvenir et a permis à la classe de découvrir les débuts de la coopération franco-allemande au travers d'aspects personnels et nouveaux puisés dans son engagement bénévole et ses 50 années passés à l'institut franco-allemand.

A la suite de cette rencontre, les élèves ont visité l'exposition « Beziehungskisten » au musée de Ludwigsburg qui retrace l'histoire des partenariats de la ville de façon originale. Enfin,



Le groupe d'élèves sur la place du marché de Ludwigsburg (Source : dfi)

les élèves n'auraient pu repartir sans s'être rendus au célèbre château où, les récits de Madame Braun encore en tête, ils découvrirent de leurs propres yeux et peut être avec un nouveau regard le lieu du discours de de Gaulle.

Dans les semaines à venir, d'autres rencontres auront lieu sur des thèmes différents notamment à Strasbourg et Tübingen. Le projet « mémoire partagée » s'adresse en premier lieu aux classes bilingues du Bade-Wurtemberg, de Rhénanie-Palatinat, de Sarre, de Lorraine et

Rencontre avec Madame Braun, témoin de l'époque



d'Alsace et offre aux professeurs la possibilité de travailler sur des thèmes choisis de la période 1945-1963 au travers de valises thématiques.

Bénédicte Weste [weste@dfi.de](mailto:weste@dfi.de)

### dfi Service

## Hélène Kohl : Une vie de pintade à Berlin

**Hélène Kohl appartient à une génération de jeunes Françaises dont la curiosité et la fascination pour l'Allemagne ont mené à un projet professionnel et personnel : vivre à Berlin ! Journaliste et correspondante très appréciée pour la presse, la radio et la télévision, elle vient de publier son livre sur sa vie berlinoise, un livre sur « son » Berlin.**

Ce genre littéraire est en vogue depuis quelques années. Des succès de vente comme la série de Stephen Clarke sur Paris et la France (dont le premier volume au titre provocateur « A year in the Merde ») ou les livres de Jan Weiler sur l'Italie et les Italiens (dont le premier s'intitule « Maria, ihm schmeckt's nicht ») montrent bien qu'en dépit de toute mondialisation et convergence culturelle, la comparaison entre différentes cultures et les observations souvent humoristiques intéressent un vaste public. Le livre d'Hélène Kohl s'inscrit dans la lignée d'autres publications sur l'Allemagne, très différentes les unes



des autres, comme les études de Brigitte Sauzay ou de Daniel Goeudevert.

Les lecteurs peuvent s'attendre à une lecture à la fois passionnante et amusante.

Frank Baasner [baasner@dfi.de](mailto:baasner@dfi.de)

Kohl, Hélène, *Une vie de pintade à Berlin: portraits piquants des Berlinoises*

Paris: Calmann-Lévy 2011 380 S. III., ISBN: 978-2-7021-4181-6

## Migration et intégration en France et en Allemagne – une documentation pour la promotion du bilinguisme dans l’enseignement

En janvier dernier, l'Institut Franco-Allemand (dfi) de Ludwigsburg et la Fédération des lycées à section bilingue franco-allemande en Allemagne ont publié une documentation destinée à l'enseignement dans les établissements du secondaire avec lesquels ils souhaitent encourager l'enseignement bilingue en France et en Allemagne.



Le groupe d'enseignants franco-allemand sur la terrasse du dfi (Source : dfi)

14 enseignants français et allemands, qui enseignent eux-mêmes dans les deux langues, ont choisi et présenté sous une forme didactique les documents disponibles sur le CD « Migration et intégration ». Ce projet a été financé par la Fondation Robert Bosch et la Fondation Dr. Karl Eisele et Elisabeth Eisele.

Outre un vaste choix de propositions pour les cours de français et d'allemand, ce CD propose pour les cours d'histoire une compilation de documents traitant des phénomènes migratoires motivés par des raisons religieuses, politiques et économiques. Il offre également des documents ex-

ploitable en géographie sur les conséquences des migrations et les différentes formes de frontières, mais aussi des documents en éducation civique sur les migrations légales et illégales. Tous les thèmes sont abordés selon les perspectives française et allemande, en mettant parfois davantage l'accent sur l'angle d'approche de l'auteur, venant de l'un ou l'autre pays. Comme les textes sources ne sont proposés que dans leur langue d'origine, nombre d'entre eux apparaissent en allemand dans la version française ou en français dans la version allemande du CD. C'est précisément ce qui constitue l'intérêt particulier de ce

matériel de cours, offrant ainsi aux élèves un point de vue neutre tout en les confrontant à différentes perspectives.

La documentation peut être commandée sur le site du dfi à l'adresse suivante [http://www.dfi.de/de/kontakte\\_formular\\_cd\\_mig.shtml](http://www.dfi.de/de/kontakte_formular_cd_mig.shtml). Grâce à un soutien particulier de la Fédération des lycées à section bilingue franco-allemande en Allemagne, la commande est exempte de frais pour les professeurs.

Martin Villinger [villinger@dfi.de](mailto:villinger@dfi.de)

## Participation politique en France – Nouvelle édition d'une documentation de 2004

En 2004, l'Institut Franco-Allemand (dfi) avait élaboré en étroite collaboration avec des enseignants des lycées Abi-Bac du Bade-Wurtemberg, un dossier sur la participation politique en France et en Allemagne. En avril 2011 a été publiée une nouvelle édition de cette documentation focalisée sur la France ayant pour but de soutenir l'enseignement de l'éducation civique en langue française.

Nous nous sommes abstenus d'un traitement didactique du matériel en faveur d'une collection riche en textes et en matériel. Sur le cédérom se trouvent de nombreux articles comparant le système politique français, sa culture politique et l'éventail de ses partis politiques avec la situation dans d'autres pays et notamment l'Allemagne.

Dans la mesure où une démarche inductive est souvent choisie en éducation civique pour expliquer des contenus abstraits à partir d'exemples actuels, nous avons réactualisé les textes de 2004. Pour permettre à l'utilisateur d'accéder aux informations les plus récentes sur les élections et les partis en France, nous avons établi dans tous les chapitres des liens avec les

cotes correspondantes de nos archives de presse. À l'aide des cotes, vous pourrez commander directement les copies d'articles sur les développements politiques en France.

La collection fournit également de nombreux liens vers des analyses scientifiques disponibles en ligne en langue allemande, française et anglaise afin de donner accès à des informations plus approfondies.

La documentation peut être commandée au prix de 5 € en ligne à l'adresse [http://www.dfi.de/de/kontakt\\_formular\\_cd\\_pol.shtml](http://www.dfi.de/de/kontakt_formular_cd_pol.shtml)

Martin Villinger [villinger@dfi.de](mailto:villinger@dfi.de)



Scrutin populaire en Suisse (Source : Marc Schlumpf/Wikipedia)

### Agenda

#### 17 mai

Présentation du livre « Développement urbain et intégration des jeunes en France et en Allemagne », Lyon / en collaboration avec la fondation Wüstenrot

#### Du 23 au 25 juin

XXVII<sup>e</sup> Conférence annuelle du dfi sur : « La France, une nation culturelle ? La dimension culturelle dans les transformations sociales », Ludwigsburg

Till Raczek [raczek@dfi.de](mailto:raczek@dfi.de)

Deutsch-Französisches Institut  
Asperger Straße 34  
D-71634 Ludwigsburg  
Tel +49 (0)7141 93 03 0  
Fax +49 (0)7141 93 03 50

[www.dfi.de](http://www.dfi.de)

[info@dfi.de](mailto:info@dfi.de)

Rédaction : Waltraut Kruse  
Directeur de la publication :  
Prof. Dr. Frank Baasner